

# Possibilités de résistance à la réforme en cours de l'enseignement secondaire<sup>1</sup>

## *Possibilities of endure to the ongoing reform of high school education in Brazil*

Reçu : 31/05/2022 | Révisé : 05/06/2022 |  
Accepté : 08/06/2022 | Publié : 11/06/2022

**Ronaldo Marcos de Lima de Araujo**  
ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-5982-793X>  
Universidade Federal do Pará,  
[rlima@ufpa.br](mailto:rlima@ufpa.br)

**Luciane Teixeira da Silva**  
ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-8967-6298>  
Universidade Federal de São Carlos  
[luciane.teixeira.silva@gmail.com](mailto:luciane.teixeira.silva@gmail.com)

**Albene Liz Carvalho Monteiro Both**  
ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-3711-6459>  
Secretaria de Estado de Educação do Pará  
[albeneliz26@gmail.com](mailto:albeneliz26@gmail.com)

**Citations** : ARAUJO, R. M. L. ; SILVA, L. T. ; BOTH, A. L. C. M.; Possibilidades de resistências à reforma do ensino médio em curso. O materialismo histórico e a pesquisa em educação profissional. **Revista Brasileira da Educação Profissional e Tecnológica**, [S.l.], v. 1, n. 22, p. 1 – 13, e13896, Jun. 2022. ISSN 2447-1801.



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution 4.0 Unported License](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

### Résumé

Cet article aborde le sujet de la Réforme de l'Enseignement Secondaire consolidée par la loi n° 13.415 du 16 février 2017, et de ses règles complémentaires, telles que la BNCC, la DCNEM et le PNLD. Elle identifie les interlocuteurs de la Réforme et ses intentionnalités, et problématise le type humain qui cherche à former, un sujet compétitif, individualiste et égoïste. En prenant les politiques publiques, et les politiques éducatives en particulier, comme champ de disputes et en prenant comme référence le concept gramscien de guerre de position, on soutient les possibilités de résistance à la Réforme avec la défense de la démocratie et des intérêts publics au sein des systèmes et des unités scolaires.

**Mots-clés** : politiques éducatives ; Réforme de l'Enseignement Secondaire ; guerre de position.

### Abstract

This article deals with the High School Reform consolidated by Law No. 13,415, of February 16, 2017, and by its complementary rules, such as the BNCC, the DCNEM and the PNLD. It identifies the interlocutors of the Reform and their intentions, and problematizes the human type that seeks to form a competitive, individualistic and selfish subject. Taking public policies, and educational policies in particular, as a field of disputes and taking as a reference the Gramscian concept of war of position, it supports the possibilities of resistance to the Reform with the defense of democracy and public interests.

**Keywords** : Keywords : educational policies; High School Reform ; war of position.

---

<sup>1</sup> Cet article est le résultat de la participation de l'auteur Ronaldo Marcos en tant qu'invité à la 2e Table thématique, avec le titre de l'article, au VI Colloque national et III Colloque international, qui, dans cette édition, avait pour thème " La production de connaissances dans l'enseignement professionnel : pour la défense du projet de formation humaine intégrale ». L'événement, promu par le Programme d'études supérieures en enseignement professionnel de l'Institut fédéral du Rio Grande do Norte - Campus central du Natal, en novembre 2021, a été diffusé sur la chaîne PPGEP/IFRN sur Youtube.

L'école n'est ni un lieu de victoire, de libération déjà assurée, ni un organe voué à la répression, l'instrument essentiel de la reproduction ; selon les rapports de force, accompagnant le moment historique, **elle est une instabilité** plus ou moins ouverte à notre action (Snyders, 1977. P. 106 - nos notes).

## 1 CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

Le présent texte analyse la réforme en cours de l'Enseignement Secondaire au Brésil. La Réforme instaurée par la Mesure Provisoire n° 746, du 22/09/2016, puis par la Loi n° 13.415, du 16 février 2017, est le résultat d'un acte autoritaire, puisque sa décision a été prise sans aucune consultation populaire ni dialogue avec les représentations des étudiants, des enseignants ou des universitaires sur le sujet. La réforme est le résultat d'accords conclus par le Ministère de l'Éducation uniquement avec de grands hommes d'affaires du secteur de l'éducation, en particulier avec ceux qui composent le mouvement "Tous pour l'éducation", et avec le Conseil des Secrétaires d'État à l'Éducation (CONSED). De ce dialogue restreint, le contenu est conservateur et affaiblit des concepts importants de l'éducation nationale, en particulier les concepts d'éducation de base, d'éducation publique gratuite et de professionnalisme de l'enseignement.

La loi n° 13.415/2017, premier acte direct du gouvernement de Michel Temer dans le domaine de l'éducation, a configuré une vaste réforme de l'éducation nationale, puisqu'elle a modifié la loi d'orientations et de Bases de l'Éducation Nationale, la loi n° 9.394/1996, le Fonds de maintien et de développement de l'éducation de base et de valorisation des professionnels de l'éducation (FUNDEB) et la consolidation des lois du travail (CLT), en plus de présenter la politique d'encouragement à la mise en œuvre des lycées à temps plein (BRASIL, 2017).

Dans ce texte, compte tenu du fait que la Réforme est en cours, notre objectif est d'aborder ses possibles répercussions négatives sur la jeunesse brésilienne et les possibilités de résistance. Pour cela, nous appuyons sur le concept gramscien de "guerre des positions".

L'auteur sarde a fondé ce concept dans les Cahiers de Prison, lorsqu'il a analysé la situation des pays occidentaux et orientaux durant les périodes de guerre et d'après-guerre. Il a observé que dans un contexte de guerre, au sens des champs de bataille physiques, on vit la guerre du mouvement. Dans un contexte d'après-guerre, on vit la guerre de position, un moment où l'énergie humaine doit être investie dans l'élaboration de nouvelles stratégies, soit pour garantir ce qui a été conquis dans la période de la guerre de mouvement, soit pour présenter de nouvelles actions pour le surmonter. Pour lui, ce champ stratégique est l'État, défini comme le champ politique.

Ce concept nous aide à comprendre les politiques publiques comme des espaces de contradictions. Le décret d'une réforme néfaste et impopulaire, par exemple, ne signifie pas qu'une guerre est terminée ou perdue. Considérant que nous sommes dans une guerre de position et face à une nouvelle circonstance, il est nécessaire que nous observions le "moment qui exige des qualités exceptionnelles de patience et d'esprit inventif" (GRAMSCI, 2012, p. 801). Dans cette perspective,

nous considérons la réforme de l'Enseignement Secondaire en cours, en observant les possibilités de résistance à celle-ci, depuis un aspect stratégique d'analyse des politiques publiques.

Nous avons devant nous une Réforme potentiellement nuisible à l'éducation de base et aux jeunes, puisqu'elle tend à promouvoir une plus grande différenciation scolaire, une hiérarchisation des écoles et une précarisation accrue de la formation offerte par les lycées publics dans les réseaux étatiques, approfondissant, surtout, les inégalités éducatives et embarrassant l'avenir des jeunes pauvres. Pour cette raison, nous pensons qu'il est impératif de discuter des stratégies de lutte et de résistance à son contenu, en ayant comme référence l'idée d'une éducation intégrée, qui agrège les différentes connaissances et expériences nécessaires à la vie adulte, en formant les jeunes de la manière la plus large possible.

Cet article, de nature théorique et documentaire, est organisé en trois sections : la première rappelle et caractérise la réforme de l'enseignement Secondaire en cours, instant où nous présentons le projet pédagogique qu'elle met à l'ordre du jour ; dans la deuxième section, nous traitons des implications de ce projet pédagogique et de la manière dont il s'organise dans ses normes complémentaires : Directives Curriculaires pour l'Enseignement Secondaire (DCNEM), Base curriculaire Nationale Commune (BNCC) et Programme National de Manuels Scolaires (PNLD) ; dans la troisième section, nous concluons en discutant des politiques publiques en tant que champ de contestation et en soulevant également quelques possibilités de résistance.

## **2 RÉFORME de l'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN COURS : ENTRE LES LIGNES D'UN VIEUX DISCOURS**

Il existe un consensus national apparent sur la pertinence cruciale de l'Enseignement Secondaire pour l'avenir des jeunes, puisque, selon les mots de Krawczyk, " l'Enseignement Secondaire détient, avant tout, la promesse d'un avenir meilleur " (KRAWCZYK, 2011, p. 764).

L'Enseignement Secondaire est un élément clé pour la structuration d'un projet de transformation sociale - ou de maintien du statu quo -, constituant un puissant champ de contestation pour l'organisation, l'articulation et la mise en place de projets de société distincts (et parfois antagonistes).

La réforme de l'Enseignement Secondaire en cours a été initialement instituée, en urgence, après la mesure provisoire (MP<sup>2</sup>) n° 746, du 22/09/2016 (BRASIL, 2016a), transformée en projet de loi (PL) n° 34/2016, du 30/11/2016 (BRASIL, 2016c), dont le processus de traitement au Congrès s'est déroulé de manière précipitée et accélérée, aboutissant à la loi n° 13.415/2017, du 16/02/2017 (BRASIL, 2017a).

---

<sup>2</sup> Selon l'article 62 de la Constitution Fédérale de 1988, la mesure provisoire doit être utilisée "en cas de pertinence et d'urgence, le Président de la République peut adopter des mesures provisoires, ayant force de loi, et les soumet immédiatement au Congrès National". Machala (2017, p.19) décrit que " la mesure provisoire est un instrument ayant force de loi, approuvé par le Président de la République dans les cas de pertinence et d'urgence. Il s'agit d'une décision prise à titre exceptionnel". Cette définition est essentielle pour comprendre le caractère imposant de cette réforme et la rapidité de l'approbation de l'expédient autoritaire néolibéral que représente la conversion de la PM en loi. (SILVA ; SCHEIBE, 2017).

Elle s'inscrit dans un vaste scénario de coups d'État de proportions juridico-parlementaires, policières et médiatiques, imposés au Brésil (FRIGOTTO, 2017).

Le mémoire explicatif MEC n° 084/2016 (BRASIL, 2016b), envoyé par le Ministre d'État de l'Éducation de l'époque, José Mendonça Bezerra Filho, au président de la République, comme moyen de justifier la réforme du lycée et son édition par le biais du MP, indique clairement ce que les principaux architectes de la réforme ont pensé et voulu, en révélant des données statistiques de l'enseignement secondaire et en reliant la réalité à la condition de l'économie brésilienne. Selon eux, il n'est pas nécessaire que les jeunes diplômés de l'enseignement secondaire, qui entreront sur le marché du travail, apprennent le même contenu que ceux qui entreront dans l'enseignement supérieur. Ce serait l'une de ses intentions : raccourcir la formation d'une partie de la jeunesse brésilienne, notamment les plus pauvres, qui accède aux réseaux d'éducation publique.

Le document déclare la nécessité supposée d'une telle réforme dans l'enseignement secondaire, justifiant son urgence par les indicateurs éducatifs négatifs du Brésil. Cependant, il est nécessaire de rapporter son contenu au moment où l'État et la société brésilienne vivaient, puisque l'édition du MP a été faite 30 jours après la destitution, par un coup d'État juridico-parlementaire, de la présidente Dilma Rousseff et la montée en puissance du gouvernement de Michel Temer.

Ainsi, il faut noter que la conception de l'enseignement secondaire conçue par la Réforme est cohérente avec les actions dans le domaine politique et économique du bloc de pouvoir<sup>3</sup> qui met fin à la coalition de classe tentée depuis 1988 (POCHMANN, 2017), et qui commence à promouvoir des réformes économiques ultranéolibérales efficaces, drastiques et structurelles, ainsi que des réformes de l'ordre politique et social, à partir desquelles l'État réduit de plus en plus les dépenses sociales et devient irresponsable du bien-être de la population, de la santé, de l'éducation et des services de base pour la population, restreint les droits (et les acquis) du travail et de la sécurité sociale et favorise la reproduction du grand capital international.

Les temps "nouveaux" apportés avec le gouvernement Temer ont réédité la dispute brésilienne autour du projet éducatif pour la "nouvelle" hégémonie construite, ayant comme priorité la Réforme de l'Enseignement Secondaire, capable de former de nouveaux sujets pour la réalité actuelle, c'est-à-dire des individus qui répondent aux exigences immédiates de la conjoncture imposée. La réforme cherche à subordonner (encore plus) l'éducation aux intérêts de l'économie capitaliste, en attribuant à cette étape de la formation des jeunes un caractère fortement instrumental, axé sur les exigences spécifiques du marché du travail, qui donne la priorité à la formation d'un type spécifique d'humain : non critique, compétitif, productif, concurrentiel, non solidaire, orienté vers la tâche, individualiste, et appelé par euphémisme entrepreneur. Ces exigences révèlent des valeurs qui tendent à remplacer progressivement d'autres valeurs précédemment assumées par l'école, telles que la solidarité, la citoyenneté, la fraternité, la science et le bien commun.

---

<sup>3</sup> "Le bloc de pouvoir est un concept élaboré par Poulantzas pour indiquer la relation existante entre les classes et fractions de classes dominantes et l'État. Le bloc de pouvoir constitue une unité contradictoire des classes ou fractions dominantes, une unité dominée par la classe ou fraction hégémonique" (Poulantzas apud Amaral (2007).

Le type humain recherché par le "nouvel" enseignement secondaire proclamé, défini par le "monde du marché", peut être compris de la manière définie par l'Institut Itaú/Unibanco, l'un des interlocuteurs de la réforme :

[...] Lorsque nous investissons dans l'éducation des enfants et des jeunes, nous investissons également dans la formation de citoyens mieux préparés et plus conscients de leur rôle dans la société. Nous formons aussi légitimement de meilleurs clients, non seulement pour Itaú Unibanco, mais pour l'économie du pays dans son ensemble. En d'autres termes, nous aidons les gens, le pays et la banque elle-même à se développer. [...] Nous comprenons que l'éducation est un point clé pour le développement de la société brésilienne. Parmi les tensions sociales que nous observons, c'est aussi celle qui a l'impact le plus direct sur la relation des personnes avec la banque. (ITAÚ/UNIBANCO, 2011, nos notes).

Ce type humain trouve son origine dans la pensée libérale classique qui affirmait, par exemple, que "ce ne serait pas de la bonté de l'homme qu'on pourrait attendre la satisfaction des besoins humains, mais de la considération dans laquelle ils ont leurs propres intérêts (SMITH, 1776), c'est-à-dire que l'égoïsme est le moteur principal et fondamental chez l'homme, comme chez les animaux (SCHOPENHAUER, 2003, p.51).

Tel serait le type humain à valoriser, à former et à promouvoir dans les écoles : l'homme égoïste, mû par ses intérêts les plus étroits, individualiste, compétitif et "loup de l'homme lui-même". Comme le dirait l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), il s'agit de faire de l'école un espace permettant d'orienter le programme scolaire vers la formation et le développement de "personnalités productives".

La vision libérale des sujets de l'éducation et du processus d'enseignement et d'apprentissage ignore les êtres humains qui vivent de manière précaire et indigne, les taxant de "perdants" et les rendant responsables de leur chômage ou de leur vie précaire.

Actuellement, ces pensées sont représentées par l'idée contemporaine de la théorie du capital humain, qui considère l'éducation comme un facteur de "levier économique" et non de développement humain et social. En résumé, le marché et le mouvement "Tous pour l'éducation" cherchent, à travers la "nouvelle école secondaire", à former l'homme compétitif et à développer le marché de l'éducation et l'éducation de marché. Pour cela, il recommande, entre autres, l'articulation entre le curriculum et l'avenir des jeunes, compte tenu de la condition sociale actuelle.

Il s'agit donc d'un projet scolaire qui s'intéresse à la formation des personnes pour occuper les différentes fonctions qu'offre le marché du travail, en prenant pour destin la condition sociale actuelle de la personne. Du point de vue pédagogique, on observe un changement dans la définition de la fonction sociale de l'école, qui semble désormais assumer la fonction de développement de compétences pour l'employabilité sur un marché en mutation, en opposition à l'idée républicaine selon laquelle l'école doit former de bons citoyens (SARAMAGO, 2013). C'est ce projet qui a orienté les récentes politiques destinées non seulement à l'enseignement secondaire

et à l'enseignement professionnel technique, mais aussi à l'ensemble de l'enseignement brésilien.

La réforme de l'Enseignement Secondaire légitime "les discours de la méritocratie, de l'esprit d'entreprise et de l'autodétermination", occultant "la responsabilité de l'État sur le développement de la société en tant que collectif". Selon ces discours, l'échec ou le succès sont les fruits exclusifs des individus". (BODART, 2022, p. 4).

Freitas, à son tour, souligne que cette perspective a pour conséquence la consolidation d'un modèle socioculturel méritocratique dans la jeunesse, basé sur "l'individualisme violent déguisé en entrepreneuriat" (FREITAS, 2018, p. 23), dans lequel l'éducation remplit son rôle au sein de la métamorphose du capital, pour ajuster les sujets aux règles d'exploitation du travail aliéné et éloigné, des processus de dérégulations du capital lui-même.

Sur cette dynamique de développement du métabolisme du capital, Mészáros (2002) souligne que :

Les mécanismes utilisés par la classe dominante pour assurer le fonctionnement de l'appareil éducatif en accord avec les exigences du processus d'accumulation du capital sont approfondis par des réformes visant grossièrement à augmenter le processus de privatisation de l'activité sociale et la plus grande soumission du travail aux mécanismes de surexploitation, entrepris par le capital face à sa crise. (MÉSZÁROS, 2002, p. 132).

Ce métabolisme, dans une situation de crise destructive régressive, présuppose une nouvelle dynamique des modèles de production et de consommation, qui repose sur la croissance relative du capital et la croissance du travail mort par rapport au travail vivant, et a un impact sur la nouvelle dynamique de l'éducation formelle, prise comme une forme de contrôle social (SOUZA JUNIOR, 2010, p. 161). Ainsi, il est clair que le contenu de la législation et la logique qui guide la réforme de l'école secondaire sont pleins de besoins qui n'ont presque rien à voir avec l'éducation, entendue comme formation humaine, mais qui visent à subordonner l'éducation scolaire au projet donné de développement économique construit par les "gens du marché", par les "hommes d'affaires", qui ont dans le Mouvement Tous pour l'Éducation une des représentations les plus importantes dans le domaine éducatif. A tel point que les changements établis avec les normes légales ont été reçus avec inquiétude par différents collectifs de l'éducation nationale, étant la raison de l'émission de la 45ème Note Publique lancée par le Forum National de l'Education (FNE), qui a averti du fait que la Réforme du lycée :

[...] propose à la communauté éducative "un saut dans le vide" en suggérant le remplacement nécessaire des matières par des itinéraires de formation ancrés dans un socle national commun [...] et dans une articulation avec le marché du travail, fondée sur la réédition de la dualité et de la fragmentation entre l'éducation qui sera offerte aux jeunes élites (formation intellectuelle) et aux jeunes travailleurs et fils et filles de travailleurs (formation manuelle), rééditant le modèle de

la période dictatoriale, marqué par le parti pris de l'efficacité et du marché. (FORUM NATIONAL DE L'EDUCATION, 2016, p.2).

La réforme de l'Enseignement Secondaire a également répondu aux intérêts de ses principaux interlocuteurs : le Conseil National des Secrétaires de l'Éducation (CONSED), en supprimant l'obligation d'offrir neuf matières auparavant considérées comme obligatoires (géographie, histoire, sociologie, philosophie, chimie, physique, biologie, éducation physique et arts) et en assouplissant le recrutement d'enseignants agréés ; et le Mouvement "Tous pour l'Éducation", en orientant le programme d'études vers la formation de "personnalités productives" et en stimulant le "marché des services éducatifs".

Ce discours libéral sur l'éducation est contraire à l'idée de développement intégral des individus. En conséquence, elle cherche à resignifier "[...] la citoyenneté critique en tant que citoyenneté productive ; la formation du citoyen en tant que service à la clientèle ; l'amélioration de la qualité en tant qu'adéquation du marché et enfin, l'étudiant [...] transformé en consommateur" (SHIROMA et al. 2002, p.52).

Contrairement à cette forme hégémonique d'organisation de l'école secondaire brésilienne, nous considérons la possibilité de penser l'école comme un espace de formation intégrale des sujets, non subordonné aux seuls intérêts immédiats du marché, mais guidé par l'utilité sociale de la connaissance et du savoir scolaire.

## 2.1 QUELS SONT LES ENJEUX DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ?

La loi n° 13.415/2017 (BRASIL, 2017) assouplit et relativise des piliers cruciaux de l'éducation nationale : les concepts d'éducation de base, de professionnalisation de l'enseignement et d'éducation publique gratuite, garantie par l'État, mettant en danger imminent l'avenir de la jeunesse brésilienne pauvre.

En ce qui concerne les changements dans le programme établi avec la réforme, nous soulignons la réorganisation curriculaire, divisant l'école secondaire en deux parties : 1) la formation générale de base (FGB), avec 1 800 heures, disciplinée par les compétences et les capacités établies dans le socle commun du programme national (BNCC) et divisée en 4 grands domaines de connaissances : les langues et leurs technologies, les mathématiques et leurs technologies, les sciences exactes et leurs technologies et les sciences humaines et sociales appliquées ; et 2) les itinéraires Formatifs (IF), avec 1. 200 heures et une nature plus "diversifiée et flexible", organisée par école, définie par les systèmes éducatifs composés des secrétariats à l'éducation et des conseils de l'éducation des états.

Selon le site web du Ministère de l'Éducation<sup>4</sup>, les itinéraires de formation correspondraient à "l'ensemble des sujets, projets, ateliers, noyaux d'étude, entre autres situations de travail, que les élèves pourront choisir dans l'école secondaire" et doivent être développés à partir de quatre axes : la recherche scientifique, les processus créatifs, la médiation et l'intervention socioculturelle, et l'esprit d'entreprise

---

<sup>4</sup> Le site Internet du Ministère de l'Éducation (<http://portal.mec.gov.br/publicacoes-para-professores/30000-uncategorised/40361-novo-ensino-medio-duvidas>) contient un espace créé pour lever les doutes sur les changements qui interviendront dans l'enseignement secondaire.

(supposé), permettant l'approfondissement dans les domaines de connaissance qu'ils préfèrent ou auxquels ils s'identifient le plus, incluant ici la formation professionnelle et technique.

Malgré la propagande fallacieuse qui prône le "choix démocratique" des jeunes sur les itinéraires de formation, ceux-ci seront définis par les systèmes éducatifs (secrétariats d'État à l'éducation et conseils d'État à l'éducation), en tenant compte des demandes locales de la communauté scolaire et de la réalité disponible pour l'organisation efficace du curriculum.

La rétraction des programmes, la perte progressive de la charge de travail et/ou la soustraction complète de matières à certains moments de l'enseignement secondaire tend à provoquer une augmentation encore plus grande de l'inégalité au Brésil, dans la mesure où la nouvelle législation nie le droit à une formation de base commune à tous les Brésiliens (SILVA et SCHEIBE, 2017), en plus d'encourir d'autres risques, tels que " la fragmentation, l'allègement de la formation par le recul de la théorie, le présentisme, le pragmatisme utilitaire et la paresse mentale ". (KUENZER, 2021, p. 240).

La loi n° 13.415/2017 détermine des objectifs prétendus d'amélioration de la qualité de l'éducation, de l'établissement d'une politique de stimulation des systèmes éducatifs à l'offre de l'école secondaire à temps plein. Ce faisant, elle a créé une base juridique permettant aux États et au District fédéral non seulement de demander une contrepartie à l'Union, mais aussi d'être officiellement autorisés à élargir le marché des services éducatifs à partir de l'établissement d'accords et de partenariats avec des organisations privées pour, entre autres possibilités, offrir l'itinéraire formatif de la formation technique et professionnelle, en recevant pour cela des fonds fédéraux de FUNDEB.

Parmi les principaux impacts de la nouvelle législation sur l'enseignement secondaire, la littérature, d'un point de vue critique, fait ressortir les points suivants a) l'extension des processus d'exclusion des jeunes des milieux populaires, à travers le faux voile du choix individuel ; b) l'approfondissement des inégalités scolaires et sociales ; c) la réduction du rôle de l'école comme facteur de génération d'opportunités sociales ; d) la dévalorisation des professionnels de l'éducation et des cours de formation des enseignants, ce qui rend les enseignants de l'éducation de base encore plus vulnérables ; e) le sauvetage de la Pédagogie des compétences ; f) l'affaiblissement de la formation technique de niveau moyen, et ; g) la croissance exponentielle des processus de privatisation de l'éducation de base (ARAUJO, 2019).

La réforme affecte structurellement l'enseignement technique professionnel de niveau moyen (EPTNM), aggravant les inégalités dans les réseaux de l'État, puisque la nouvelle législation assouplit la nécessité de recruter des enseignants titulaires d'une licence et permet la prestation, dans l'enseignement régulier, d'enseignants sans lien, formation et titre appropriés, légalisant la prestation de personnes "ayant des connaissances notoires". Elle permet également de valider les expériences professionnelles acquises en dehors du milieu scolaire, ainsi que les cours promus par des "centres ou programmes professionnels" organisés à distance, notamment. En raison de ce " tout est permis " dans l'enseignement professionnel, la Réforme tend à réduire la formation des jeunes, en particulier ceux qui suivent l'itinéraire de formation professionnelle, qui tend à se constituer comme " l'itinéraire des pauvres " (ARAUJO, 2019).



La réforme en cours de l'Enseignement Secondaire se matérialise par des changements dans le programme, la charge de travail et certaines des normes complémentaires, telles que les DCN, le BNCC et le PNLD. Il convient de noter que la mise en œuvre de la réforme dans les États est également un moment décisif de sa matérialisation, puisque c'est dans les réseaux des États, qui maintiennent environ 80 % des inscriptions dans les écoles secondaires nationales, que la réforme acquiert une plus grande matérialité.

Par l'ordonnance n° 521 du 13 juillet 2021, la MEC a établi le calendrier national de mise en œuvre du nouveau lycée. Dans l'article 4 de cette Ordonnance, il est défini que la mise en œuvre, dans les lycées, des nouveaux programmes, alignés sur le BNCC et les itinéraires de formation, suivra un calendrier qui prévoit, pour l'année 2021, le devoir de faire l'approbation et l'homologation des référentiels de programmes par les conseils d'éducation respectifs, et la formation continue des professionnels de l'éducation. Elle prévoit également qu'en 2022, doit être mis en place les références curriculaires en 1ère année de l'enseignement secondaire et, toujours pour l'année 2023, la mise en œuvre des références curriculaires en 1ère et 2ème année de l'enseignement secondaire. En ce qui concerne l'année 2024, elle devrait être mise en œuvre dans toutes les années de l'enseignement secondaire, en appliquant la réforme. Il prévoit également que les réseaux d'éducation des États transmettent à la MEC, jusqu'en février 2022, les critères de référence alignés sur le BNCC.

### **3 CONSIDÉRATIONS FINALES : LES POSSIBILITÉS DE RÉSISTANCE**

En épigraphe de cet article, nous retrouvons l'idée de Snyders (1977), pour qui l'école doit toujours être observée dans le contexte de la lutte des classes. Pour ce sociologue français, l'école n'est pas un pur et simple instrument de reproduction sociale, condamné à broyer les enfants du prolétariat, dépourvu de toute force capable de le faire progresser vers un quelconque intérêt des travailleurs. Pour lui, il est nécessaire de comprendre comment l'école participe à la lutte des classes qui caractérise la société capitaliste.

Nous avons déjà exprimé ici notre conception de la politique en tant que champ de contestation et la nécessité de développer de nouvelles stratégies pour faire face au projet de recul de l'éducation nationale, notamment dans l'enseignement secondaire. Même si l'on considère que cette Réforme a été très bien pensée, mûrie par rapport à celle initiée dans les années 1990, il faut noter qu'elle n'a pas encore pris ses contours définitifs.

Nous prenons l'État dans une perspective marxienne, c'est-à-dire comme une construction historique et sociale des hommes et, en tant que telle, comme un reflet des relations et des contradictions entre eux. Même si nous reconnaissons, par conséquent, l'État capitaliste comme un instrument sous le contrôle de la classe dominante et mis au service des intérêts des dominateurs, la matérialisation des objectifs des politiques générées dans cet État n'est pas automatique, et fait également l'objet de résistances et de re-significations.

De nombreux auteurs, qu'ils se situent dans une perspective marxiste ou non, soulignent la grande distance entre une politique formulée et sa matérialisation. Claus

Offe (1990), sociologue allemand lié à l'école de Francfort, a étudié les configurations du système éducatif non pas à partir de ses fonctions déclarées, mais à partir des structures que le système éducatif crée et transforme, car il considère qu'il y a une grande distance entre les fonctions déclarées et la réalité du système éducatif.

Licínio Lima (2001, p. 57) différencie les plans d'organisation analytiques et distingue le plan de directives pour l'action organisationnelle du plan d'action organisationnel. Stephen J Ball, en définissant les cycles des politiques publiques, différencie le contexte de production du texte, espace où les politiques sont traduites en discours, et le contexte de la pratique, où la politique peut être réinterprétée et recrée et, encore, où des transformations et des changements significatifs peuvent se produire dans ce qui était pensé comme la politique originale. Ce qui est important dans ce contexte, c'est l'action que les sujets exercent, qui entraîne souvent le rejet ou la recréation de politiques.

A son tour, Martin Carnoy (1994) affirme que la démocratie est un moyen de limiter le pouvoir de l'exécutif. Selon cet économiste américain, il reviendrait aux travailleurs d'étendre la démocratie dans une société capitaliste par la lutte des classes (CARNOY, 1994, p. 72). Par conséquent, en tant que stratégie des travailleurs, il est considéré comme nécessaire de renforcer la démocratie et l'espace public comme moyen de contenir les intentions négatives des politiques publiques.

L'école, à tous les niveaux d'enseignement, constitue également un terrain de lutte hégémonique. Si elle exprime les intérêts des classes dominantes, elle peut aussi exprimer les conquêtes des travailleurs, qui y cherchent des outils pour leur émancipation, en opposition à la bourgeoisie, qui veut maintenir la classe ouvrière dans l'ignorance.

L'éducation formelle est importante pour combattre la culture bourgeoise et pour éclairer les classes ouvrières. Alors, il ne nous resterait plus qu'à résister et à lutter en permanence.

Comme le dit Mézaros (2005), l'éducation capitaliste a servi, essentiellement, à fournir les connaissances et le personnel nécessaires à la machine productive et à transmettre des valeurs qui légitiment les intérêts dominants. C'est son essence. Cependant, il fait valoir que

L'apprentissage est notre propre vie, de la jeunesse à la vieillesse. Pour le meilleur ou pour le pire, le succès (d'un projet d'éducation alternative) dépend de la conscientisation de ce processus d'apprentissage, dans le sens large et " paracelsien " du terme, afin de maximiser le meilleur et de minimiser le pire [... cependant], tomber dans la tentation des réparations institutionnelles formelles - " pas à pas ", comme la sagesse réformiste l'a affirmé depuis toujours - signifie rester piégé dans le cercle vicieux institutionnellement articulé et protégé de cette logique autocentrée du capital (MÉSZAROS, 2005. p. 48).

C'est à nous, donc, que revient la lutte collective pour la défense de la démocratie au Brésil et, dans le domaine de l'éducation, la défense d'un projet

d'éducation publique, gratuite, la plus complète possible et avec une gestion démocratique. Reconnaître la "guerre de position", résister à ce qui est mauvais dans l'école et valoriser ce qui est bon en elle. Cependant, il ne suffit pas de résister, il faut aussi avoir dans notre horizon une possibilité d'action contre-hégémonique qui favorise le champ démocratique dans la lutte pour la "direction culturelle" des travailleurs de l'éducation au Brésil. En d'autres termes, il est nécessaire d'avoir un projet alternatif d'éducation et d'enseignement secondaire, afin que des changements substantiels puissent être apportés à l'école. A l'heure actuelle, le projet d'Enseignement Intégré nous semble la bannière la plus accessible et celle qui a le plus de chances de remplir ce rôle de conviction de la communauté scolaire, au moins dans l'enseignement secondaire.

Il s'agit donc d'un projet d'éducation aussi complet que possible, ce que nous comprenons à partir du concept de culture extrême de Gramsci, pour qui seule une "culture extrême" libérera le prolétariat (le lumpenprolétariat, les subalternes, la populace, le relais) de son oppression historique "extrême".

## RÉFÉRENCES

ARAUJO, R. M. de L. **Ensino médio brasileiro** : dualidade, diferenciação escolar e reprodução das desigualdades sociais. 1. ed. Uberlândia : Navegando Publicações, 2019. v. 1. 104p.

BODART, C. das N.. **O Projeto de Vida como componente curricular do ensino médio : aprofundamento da irresponsabilidade do Estado e os danos ao ensino médio**. Blog Café com Sociologia. jan. 2022. Disponible : <https://cafecomsociologia.com/o-projeto-de-vida-comocomponente-curricular-do-ensino-medio-aprofundamento-dairresponsabilidade-do-estado-e-os-danos-ao-ensino-medio/>. Accès le : 15 jan. 2022.

BRASIL. **Exposição de motivos n.00084/2016/MEC**. 2016b. Disponível em : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2015-2018/2016/Exm/Exm-MP-746-16.pdf](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2015-2018/2016/Exm/Exm-MP-746-16.pdf). Accès le : 18 jan. 2022.

BRASIL. **Lei Federal nº 13.415**, de 16 de fevereiro de 2017. Disponible : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato20152018/2017/Lei/L13415.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato20152018/2017/Lei/L13415.htm). Accès le : 18 jan. 2022.

BRASIL. **Medida Provisória nº 746**, du 22 septembre 2016. 2016a. nstitui a Política de Fomento à Implementação de Escolas de Ensino Médio em Tempo Integral, altera a Lei nº 9.394, de 20 de dezembro de 1996, qui établit les lignes directrices et les bases de l'éducation nationale, et la loi nº 11.494 du 20 juin 2007, qui réglemente le Fonds pour le Maintien et le Développement de l'Éducation de Base et la Valorisation des Professionnels de l'Éducation, ainsi que d'autres dispositions. Disponible sur : <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/medpro/2016/medidaprovisoria-746-22-setembro-2016-783654-publicacaooriginal-151123-pe.html>. Acesso em : 31 maio 2022.

BRASIL. **Projeto de lei de conversão nº 34**, de 2016. Brasília, 2016c Disponible : [https://www.camara.leg.br/proposicoesWeb/prop\\_mostrarintegra;jsessionid=node01vghj4kgjigv9haybujx5aa8l8646151.node0?codteor=1512506&filename=PLV+34/2016+MPV74616](https://www.camara.leg.br/proposicoesWeb/prop_mostrarintegra;jsessionid=node01vghj4kgjigv9haybujx5aa8l8646151.node0?codteor=1512506&filename=PLV+34/2016+MPV74616). Accès le : 18 jan. 2022.

FÓRUM NACIONAL DE EDUCAÇÃO. **45ª Nota Pública do Fórum Nacional de Educação – Sobre a Medida Provisória relativa ao ensino médio**. Brasília. 2016. Disponible : <https://www.cedes.unicamp.br/noticias/597>. Accès le : 10 dez 2021.

FREITAS, L. C. de. **A Reforma Empresarial da Educação** : Nova direita, velhas ideias. São Paulo : Expressão Popular, 2018.

FRIGOTTO, G. (orgs). A gênese das teses do Escola sem Partido : esfinge e ovo da serpente que ameaça a sociedade e a educação. In : FRIGOTTO, Gaudêncio (orgs). **Escola “sem” partido** : esfinge que ameaça a educação e a sociedade brasileira. Rio de Janeiro : UERJ, LPP, 2017, p. 17-34.

GRAMSCI, A. Cadernos do Cárcere. Vol. 5 : O Risorgimento. Nota sobre a história da Itália. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2012.

ITAÚ/UNIBANCO HOLDING S.A. **Relatório Anual de Sustentabilidade**. 2012.  
Disponível : <https://www.italy.com.br/arquivosestatisticos/RAO/PDF/RAO2012.pdf>.  
Acesso em : 14 jan. 2022.

KRAWCZYK, N. Reflexão sobre alguns desafios do Ensino Médio no Brasil hoje.  
**Cadernos de Pesquisa**. V.41 N.144 SET./DEZ. 2011. p. 756-769.

KUENZER, A. Z. A precarização do trabalho docente : o ajuste normativo encerrando o ciclo. In : MAGALHÃES, Jonas (Orgs.). [et al.]. **Trabalho docente sob fogo cruzado** [recurso eletrônico]. Rio de Janeiro : UERJ, LPP, 2021. p. 235-250.

MACHALA, B. N. A reforma do Ensino Médio no Brasil e seu impacto no ensino da sociologia. In : **Dossiê "Ensino de Sociologia : Docência e Experiências na Educação Básica"**. v. 14 n. 2 (2017) P. 17-25.

MEC. **Novo Ensino Médio : Perguntas e Respostas**. Disponível < <http://portal.mec.gov.br/publicacoes-para-professores/30000-uncategorised/40361-novo-ensino-medio-duvidas> >, Acesso em 01 oct de 2021.

MÉSZÁROS, I. **Para além do capital : rumo a uma teoria da transição**. São Paulo, Boitempo, 2002.

MÉSZÁROS, I. **A educação para além do capital**. São Paulo : Boitempo, 2005.

OFFE, Claus. Sistema Educacional, Sistema Ocupacional e Política de Educação - Contribuição à Determinação das Funções Sociais ao Sistema Educacional. In : **Revista Educação e Sociedade**. São Paulo : CEDES, 1990, N°35, pp.09-59.

SARAMAGO, J. **Democracia e Universidade**. Lisboa : Fundação José Saramago / Belém : EdUfpa. 2013.

SCHOPENHAUER, A. **Arte de insultar**. São Paulo : Martins Fontes, 2003.

SHIROMA, E. O. ; MORAES, M. C.M. ; EVANGELISTA, O. **Política educacional**. 2 ed. Rio de Janeiro : DP&A, 2002,

SILVA, M. R. da ; SCHEIBE, L. Reforma do Ensino Médio Pragmatismo e lógica mercantil. **Revista Retratos da Escola**. Brasília, v. 22, n. 20, p.19-31, jan. e jun. 2017.

SMITH, A. S. **Riqueza das Nações**. Lisboa : Gulbenkian, 1993, p. 95.

SNYDERS. G. **Escola, classes e luta de classes**. Lisboa : Moraes Editores, 1977.

SOUSA JUNIOR, J. de. **Marx e a crítica da educação : liberal-democrática à crise regressivo-destrutiva do capital**. São Paulo : Ideias & Letras, 2010.

UNESCO. **Organização das Nações Unidas para a Educação, a Ciência e a Cultura**. (2008). Reforma da Educação Secundária. Brasília : UNESCO.